

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 24/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS FE SAINT CHARLES**

Parc de la Haute Borne - 5 rue Horus  
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : 2026-E20058  
Code AIOT : 0100295257

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SAS FE SAINT CHARLES implanté FE Saint Clément ZDE du Sud Ouest Amiénois 80640 Thieulloy-l'Abbaye. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS FE SAINT CHARLES
- FE Saint Clément ZDE du Sud Ouest Amiénois 80640 Thieulloy-l'Abbaye
- Code AIOT : 0100295257
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERME ÉOLIENNE SAINT CHARLES exploite un parc composé de quatre aérogénérateurs

(T2, T3, T4 et T5) d'une puissance unitaire maximale de 3,2 MW soit 12,8 MW au total, sur la commune de Thieulloy-l'Abbaye, autorisé par le certificat d'antériorité du 26 septembre 2012 et modifié par le donner acte de modification des conditions d'exploitation, de changement d'exploitant et soumis aux dispositions de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	AP de Mise en Demeure du 07/11/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exploitation	AP de Mise en Demeure du 07/11/2025, article 3	Sans objet
3	Exploitation	AP de Mise en Demeure du 07/11/2025, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mené des actions correctives mais ne respecte pas encore la totalité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/11/2025 à savoir l'article 2. Les articles 3 et 4 de cet arrêté sont respectés.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure est maintenu, dans l'attente du respect de l'article 2 pour le balisage de deux éoliennes.

Compte tenu de l'avancement de la mise en conformité, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de sanction administrative.

Le non-respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure constituant un délit, une information au procureur de la République d'Amiens a été réalisée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/11/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage des aérogénérateurs T2, T3 et T4
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 qui prévoit notamment que : « <i>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application</i>

des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile »

**Constats :**

L'exploitant précise en séance que les aérogénérateurs T4 et T5 disposent d'un balisage diurne et nocturne et que les aérogénérateurs T2 et T3 disposent d'un balisage nocturne.

Sur site, il a été constaté que les aérogénérateurs T4 et T5 disposaient bien d'un balisage diurne, mais pas les aérogénérateurs T2 et T3.

Le balisage nocturne du parc n'a pas pu être contrôlé.

L'exploitant s'est engagé à mettre en place le balisage diurne manquant pour les aérogénérateurs T2 et T3 dans un délai de 2 mois. Il a fourni par courriel du 16/03/2026 le devis signé pour la mise en place de ce balisage.

La prescription n'est donc pas respectée en totalité, mais l'exploitant a pu justifier des actions mises en place pour y remédier.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de maintenir la mise en demeure, dans l'attente de la mise en place effective des balisages manquants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/11/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Arrêts des aérogénérateurs T2, T3, T4 et T5

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 qui prévoit notamment que : « Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.

- un arrêt ; [...]

- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, [...] et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. ».

**Constats :**

L'exploitant a présenté en séance un rapport de maintenance en date du 31/10/2025 où des tests d'arrêt ont été réalisés:

- un test d'arrêt
- un test d'arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

La périodicité maximale de 1 an pour réaliser ces tests est respectée.

La prescription est respectée et l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure peut être levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Exploitation

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/11/2025, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques intérieures T2, T3, T4 et T5

#### **Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 qui prévoit notamment que : « [...] *Les installations électriques intérieures [...] sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. [...] ».*

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté en séance le rapport de vérification de l'installation électrique, réalisée du 17/09/2025 au 19/09/2025 par SOCOTEC. L'installation électrique des aérogénérateurs T2, T3, T4 et T5 est conforme.

La prescription est respectée et l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure peut être levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite